

RAPPORT D'ENGAGEMENT 2020

15.06.2020



Un affilié de  **NATIXIS**
INVESTMENT MANAGERS



SOMMAIRE

La politique d'engagement d'Ostrum AM est au cœur de notre démarche d'investisseur responsable

1. DIALOGUE CONSTANT AVEC LES EMETTEURS

- 1.1 L'ENGAGEMENT ACTIONNARIAL**
- 1.2 L'ENGAGEMENT EN PRATIQUE**

2. UNE POLITIQUE DE VOTE ACTIVE ET RESPONSABLE

3. DES INITIATIVES D'ENGAGEMENT COLLABORATIF

- 3.1 LES ACTIONS SOUTENUES EN 2019**
- 3.2 LES AUTRES INITIATIVES QUI PERDURENT EN 2019**

4. MISSIONS D'ELABORATION ET DE PROMOTION DES NORMES ESG

La politique d'engagement d'Ostrum AM est au cœur de notre démarche d'investisseur responsable

Agir en tant qu'investisseur responsable, c'est viser, pour nos clients, une performance durable dans le respect de notre éthique et de nos valeurs, pour développer notre impact positif sur la société.

En intégrant systématiquement les critères ESG¹ dans notre analyse, en engageant le dialogue, en mettant en œuvre notre politique de vote, en développant notre offre d'Investissement Socialement Responsable (ISR) et en appliquant une politique d'exclusion stricte, nous déployons nos valeurs dans chaque aspect de notre métier.

Investi depuis près de 35 ans² dans le développement durable et l'investissement socialement responsable (ISR)³, Ostrum Asset Management s'engage à dialoguer avec les émetteurs afin d'améliorer leurs pratiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (« pratiques ESG »).

L'intégration des critères ESG nous permet aujourd'hui d'avoir une connaissance beaucoup plus profonde des entreprises dans lesquelles nous investissons.

Au-delà du dialogue, nous utilisons également notre pouvoir d'actionnaire afin d'encourager les entreprises à plus de transparence, à l'amélioration des pratiques de gouvernance, et à trouver des solutions économiquement viables et socialement responsables pour faire face aux enjeux E, S & G.

Dans ce cadre, Ostrum AM suit une politique d'engagement qui s'articule autour de quatre principes :

- Un dialogue constant avec les émetteurs
- Une politique de vote active et responsable
- Des initiatives d'engagement collaboratif
- Des missions d'élaboration et de promotion des normes ESG

Ainsi la politique d'engagement d'Ostrum AM nous permet de mettre en exergue les chiffres clés suivant pour 2019 :



Source : Ostrum AM au 31/12/2019

¹ Il s'agit de critères extra-financiers : E pour "environnementaux", S pour "sociaux et sociétaux" et G pour "gouvernance". Ces critères sont pris en compte au même titre que les critères financiers classiques.

² Ostrum AM est issue de la filialisation, au 1er octobre 2018, des gestions obligataires et actions d'Ostrum AM RCS Paris 329 450 738 précédemment Natixis AM. Le premier fonds socialement responsable proposé par Ostrum Asset Management, Natixis Impact Nord Sud Development a été lancé en 1985. Un large éventail de fonds ISR et de solidarité sociale a depuis été développé.

³ Pour les fonds présentés sous l'appellation « investissement socialement responsable », les décisions d'investissement sont fondées sur des critères sociaux, éthiques ou environnementaux, en plus des critères financiers traditionnels.

1. DIALOGUE CONSTANT AVEC LES EMETTEURS

L'approche de **l'engagement actionnarial**, pour Ostrum AM, consiste à entretenir un dialogue constant avec les émetteurs afin de comprendre leurs pratiques. De même, cela permet aux analystes-gérants de recueillir les informations nécessaires pour établir si la société présente les niveaux de qualité, de croissance et de bonnes pratiques ESG requises pour être retenue comme éligible dans les portefeuilles d'Ostrum AM, et le cas contraire d'être accompagné pour améliorer leurs critères.

L'engagement avec les émetteurs fait également partie de notre processus d'investissement au **Fixed Income**, et nous échangeons sur toutes les problématiques ESG matérielles, quel que soit le type d'émetteur.

Dans le cadre de notre analyse préalable (« due diligence »), les équipes de Gestion d'Ostrum AM tiennent environ 500 réunions ou conférences téléphoniques par an avec les émetteurs d'obligations (Fixed Income). Ce dialogue peut être engagé soit avant l'investissement, soit lorsque le titre est déjà détenu en portefeuille dans le cadre du suivi des investissements

L'objectif est d'anticiper les risques ESG, mais peut parfois venir en réaction à des problèmes qui ont déjà affecté l'émetteur (controverse spécifique). Les résultats sont systématiquement partagés avec les équipes d'investissement.

1.1 L'ENGAGEMENT ACTIONNARIAL :

Ostrum AM prend très au sérieux son rôle en tant qu'actionnaire actif et impliqué et, à ce titre, se doit d'établir un dialogue constructif avec ses sociétés en portefeuille. Ses équipes internes entrent fréquemment en contact avec les grands émetteurs qui composent le cœur et le socle de ses actifs sous gestion – son univers de base –, afin de les encourager à adopter les meilleures pratiques ESG. Ce dialogue est fondé sur une analyse soutenue de l'Investissement Responsable, qui scrute les pratiques des sociétés, repère leurs principaux enjeux sectoriels et identifie des points d'amélioration possibles. Ce processus inclut en particulier une évaluation des pratiques ESG des émetteurs en amont des assemblées générales où seront exercés les droits de vote.



L'objectif est d'attirer l'attention de chaque émetteur sur les risques ESG qu'il aurait négligés ou sous-estimés et de partager certaines bonnes pratiques ESG avec l'entreprise. Les domaines d'amélioration recensés et les résultats précis éventuellement attendus sont dûment communiqués à l'entreprise, soit verbalement, soit par écrit, afin de l'encourager à progresser. Tout changement fait l'objet d'un suivi dans le temps, afin que l'amélioration de l'émetteur puisse être mesurée, et son évaluation en fonction des critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance) corrigée en conséquence.

Au cours de l'année 2019, la mission d'engagement d'Ostrum AM a concerné 150 sociétés détenues dans les fonds gérés pour le compte des clients, à travers plus de 500 rencontres et contacts avec les entreprises.

1.2 L'ENGAGEMENT EN PRATIQUE



Environnement



Social



Gouvernance



G **E**

Gérant :
Cédric Pointier

Secteur :
Technologie / Semiconducteur

Pays :
Pays – Bas

Thématique :
Environnement (Efficacité énergétique) / Gouvernance (Transparence ESG)

ASML est le leader mondial des équipements EUV pour les fabricants de semiconducteurs. Nous avons rencontré le responsable des relations investisseurs à plusieurs reprises ainsi que la responsable RSE du groupe le 20 février 2019 (Lucie Lau). D'une part, nous souhaitions comprendre les enjeux ESG de ce leader mais aussi leur exprimer notre souhait qu'ils publient leurs données ESG en toute transparence afin que nous puissions mieux évaluer la qualité de leurs pratiques.

Ces différents échanges nous ont conforté dans notre opinion et sur la volonté de la société à traiter ces sujets. ASML devrait publier en 2020 un nouveau rapport CSR présentant plus de granularité, en particulier sur les aspects sociaux. Avant cela, les éléments communiqués lors de cet entretien ont été convaincants. Il en est de même pour la Gouvernance où nous attendions plus de détail sur les critères de rémunération du management. Ils nous ont été communiqués.

Enfin, en matière d'environnement, ASML a démontré sa capacité à intégrer à la R&D la problématique de l'efficacité énergétique de ses machines, permettant à ses clients de limiter leur propre empreinte. Au regard de ces différents éléments, ASML s'inscrit parfaitement dans notre démarche d'investisseur responsable.



G

Gérant :
Cédric Pointier

Secteur :
Technologie / Paiement

Pays :
Pays – Bas


Thématique :
Gouvernance (Transparence ESG) / Gouvernance (Structure du Conseil d'Administration) / Gouvernance (Rémunération) / Gouvernance (Protection des données)

Adyen est une entreprise relativement jeune de l'industrie des paiements et cultivant un ADN de start-up. Couplé à une cotation récente, le niveau de documentation sur les aspects ESG est limité.

Le 16 juillet, nous avons organisé une conférence téléphonique avec le responsable des IR et les équipes de communication. Nous avons eu une autre opportunité d'engagement avec le directeur financier le 18 septembre. Adyen publiera son premier rapport RSE en 2020.

Bien que l'enjeu soit limité compte tenu de la nature de leur activité, Adyen devrait y détailler sa politique interne en matière d'environnement, point qui est resté peu détaillé lors de nos rencontres. En revanche, nos échanges ont été très constructifs en matière de gouvernance (structure du board, transparence sur les rémunérations) et sur les aspects RH (éligibilité de tous les employés aux plans d'attribution d'actions, rencontre avec un membre du board pour les candidats au recrutement, politique Santé/sécurité, turnover inférieur à 2%, ancienneté des employés).

Un enjeu important d'Adyen concerne la sécurité des données collectées. Sur ce point Adyen indique être en conformité avec la RGPD.



G

Gérant :
Florent Eyroulet

Secteur :
Immobilier commercial

Pays :
Allemagne

Thématique :
Gouvernance (Composition du Conseil d'Administration)

Aroundtown est une société immobilière spécialisée dans le redressement d'activités d'hôtellerie et de bureaux en difficulté. La société est présente essentiellement en Allemagne. Aroundtown annonce en novembre 2019 sa fusion avec son concurrent direct, la société TLG. Une des résolutions proposées lors de l'Assemblée Générale Exceptionnelle est la nomination de deux nouveaux membres au conseil d'administration.

Après une revue détaillée des membres du conseil d'administration, nous arrivons au constat que, pour nous, seulement 3 membres sur 7 sont indépendants, soit 43% du board. Nous contactons alors le directeur financier de la société, Mr Eyal Ben David. Nous lui partageons notre analyse et faisons part de nos doutes sur l'indépendance de l'un des deux nouveaux membres proposés, Mme Simone Runge-Brandner. En effet, Mme Runge-Brandner est membre du board de la société Grand Cities Properties, détenue à 39% par Aroundtown.

Mr Ben David comprend nos interrogations et s'engage à nommer un nouveau membre indépendant lors de la prochaine Assemblée Générale afin de faire passer le niveau d'indépendance du board à 50%.



Gérant :
Ronan Poupon

Inwit est le leader des tours télécoms en Italie. Lorsque nous avons entré Inwit en portefeuille, nous souhaitions approfondir les aspects de gouvernance (Inwit appartient au groupe Telecom Italia) ainsi que les enjeux ESG liés à la 5G.

Secteur :
Télécommunications

Nous avons dialogué avec le management pour évaluer ces enjeux qualitativement. Nous avons découvert une société jeune boursièrement et très dynamique mais surtout très protectrice des actionnaires minoritaires grâce à la mise en place de statuts favorables aux actionnaires minoritaires. D'autre part, Inwit nous a expliqué la réglementation des émissions électro-magnétiques à laquelle ils sont soumis et l'enjeu du développement de la 5G dans ce domaine.

Pays :
Italie

Thématique :
Gouvernance (Transparence ESG) / Social (Emissions d'ondes électromagnétiques 5G)

Depuis, Inwit a publié son premier rapport de développement durable en 2019 et lors de nos récentes rencontres, nous avons été surpris par le degré d'intégration de l'ESG dans la stratégie de la société, notamment sur l'enjeu des émissions d'ondes électromagnétiques. Cela nous semble être une position adaptée face au développement de la 5G, dont les impacts sur les populations sont encore inconnus.



Gérant :
Frédéric Harriague

CRH est une société irlandaise qui compte parmi les leaders mondiaux des matériaux de construction (ciment, asphalte...) avec une très forte présence aux Etats-Unis et une équipe de Direction très respectée. Le nouveau Chairman, M. Richie Boucher, nous a proposé un entretien avant sa prise de fonction début 2020. Nous avons naturellement répondu favorablement à sa demande afin de comprendre ce qu'il allait pouvoir apporter à la société mais également pour pouvoir discuter quelques points de gouvernance avec lui.

Secteur :
Matériaux de Constructions

Lors d'une conférence téléphonique qui s'est tenue le 12 décembre 2019, Monsieur Boucher nous a expliqué comment il voyait sa mission, en insistant lourdement sur sa responsabilité dans le choix des collaborateurs tant au Conseil d'administration qu'au Comité exécutif et sur l'importance, pour CRH, des considérations environnementales dans sa politique de développement. Dans ce sens, nous avons appris qu'il voulait que le Management exploite au mieux la complémentarité des différents métiers : autres produits que l'asphalte pour les infrastructures aux Etats-Unis par exemple. Il nous a également donné des exemples de produits pouvant contribuer à l'amélioration de l'environnement : pavé en béton capable d'absorber des émissions de CO2 et matériaux destinés spécifiquement aux risques d'inondation.

Pays :
Irlande

Thématique :
Gouvernance (Structure du Conseil d'Administration) / Environnement (Emissions de CO2) / Environnement (Stratégie Climat)



Gérant :
Ronan Poupon

Siemens Healthineers, leader mondial de l'équipement d'imagerie médicale, s'est introduit en bourse en 2018. Lorsque nous avons étudié la société, nous manquions d'informations sur les éléments ESG matériels pour l'entreprise. Nous sommes allés rencontrer le management de Siemens Healthineers à Nuremberg. Notre objectif était double. D'une part, nous souhaitions comprendre les enjeux ESG de la société et aussi leur exprimer notre souhait qu'ils publient leurs données ESG en toute transparence, afin que nous puissions mieux évaluer la qualité de leurs pratiques.

Secteur :
Equipements médicaux

Monsieur Montag, le CEO, nous a expliqué qu'ils se posaient la question de publier ces données compte tenu du fait que leur maison mère, Siemens AG les consolidait et publiait un rapport de durabilité. Monsieur Montag nous a également parlé de la démarche responsable de Siemens Healthineers ainsi que leurs initiatives sur la conception des produits (économies d'énergie, facilité d'utilisation, émissions de rayons X...).

Pays :
Allemagne

Thématique :
Gouvernance (Transparence ESG)

Nous sommes convaincus que Siemens Healthineers s'inscrit dans une démarche responsable et nous attendons avec impatience leur premier rapport de développement durable.



Gérant :
Valérie Lefebvre

Avec plus de 300 000 salariés dans 80 pays, la taille humaine de Téléperformance est énorme. Parmi nos indicateurs sociaux, le taux de rotation des salariés est remarquablement élevé. Nous avons rencontré le management de la société en 2019. Nos discussions ont été l'occasion d'échanger sur la politique de gestion des ressources humaines de la société.

Secteur :
Services aux Entreprises

Cet extrême est partiellement inhérent à l'activité de la société, car la durée moyenne d'emploi est de 18 mois dans la société. Téléperformance a déployé de nombreuses politiques, qu'il fait régulièrement certifier (Best Place to Work). Nous pensons que les pratiques que déploie la société sont cohérentes et responsables. Cependant nous sommes vigilants à son évolution, et ce sujet continuera d'être au cœur de nos échanges.

Pays :
France

Thématique :
Social (Capital Humain) / Social (Santé & Sécurité des employés)



Gérant :
Alexandre Carrier

Secteur :
Télécommunications

Pays :
Kenya

Thématique :
Gouvernance (Composition du Conseil d'Administration)

Au cours de l'année 2019, nous avons échangé avec Safaricom sur leurs pratiques de gouvernance. Safaricom est une entreprise de télécommunications Kenyane contrôlée par l'Etat Kenyan et Vodacom. Les pratiques de gouvernance de Safaricom nous ont semblé faibles, notamment du fait de la présence de l'état parmi les principaux actionnaires. Il faut aussi prendre en compte le décalage entre les pratiques de gouvernance au Kenya par rapport à des pays développés. Safaricom a peu de membres indépendants dans ses organes de contrôle (conseil d'administration) mais l'ajout d'un membre indépendant, à l'Assemblée générale de 2019, montre la volonté du management de s'améliorer et de prendre en compte les attentes des investisseurs.

Nous avons rapidement vu les effets de cette politique lorsque nous avons communiqué avec la société, notamment sur certains risques liés à un projet d'expansion à l'international. La société a répondu de manière positive en mettant en place un partenariat plus large et plus diversifié pour le financement de ce projet. Tout au long de l'année 2019, nous avons encouragé Safaricom dans l'amélioration de sa Gouvernance. Afin d'aligner les pratiques de la société avec les standards internationaux, nous maintenons un dialogue régulier avec le management.



Gérant :
Alexandre Carrier

Secteur :
Energie / Pétrole et Gaz

Pays :
France

Thématique :
Environnement (Emissions de CO2) /
Environnement (Stratégie Climat)

Total est un acteur de l'énergie qui a une empreinte environnementale importante. Et la transition énergétique dépend grandement des efforts que font les entreprises de l'Energie pour le climat.

En 2019, Nous avons reçu les équipes RSE de Total pour échanger sur leur stratégie climat. Au cœur de nos discussions, le modèle de transition énergétique et comment l'entreprise peut s'éloigner des énergies fossiles sans remettre en cause la pérennité de son activité.

Nous évaluons positivement les investissements de Total dans les énergies renouvelables et les batteries. Cependant, l'alignement de Total avec le scénario de limitation du changement climatique à 2°C n'est pas encore clair. Nous sommes vigilants à l'évolution de cette stratégie, qui devra se muscler au cours du temps pour être à la hauteur des défis du changement climatique.



Gérant :
Olivier Lefevre

Secteur :
Chimie / Gaz Industriels

Pays :
France

Thématique :
Environnement (Emissions de CO2) /
Environnement (Stratégie Climat)

Air Liquide est une société dont l'empreinte environnementale est importante. Producteur de gaz industriel, ses opérations sont intensives, en émissions de CO2, en consommation d'énergie.

La politique environnementale d'Air Liquide est donc au cœur de nos échanges avec le management de la société. Ces discussions montrent une situation paradoxale : malgré ses opérations intensives, Air Liquide offre des solutions décarbonées innovantes pour des activités polluantes (comme les moteurs à hydrogènes).

Aussi la stratégie climat d'Air Liquide, dévoilée en 2018, met l'accent sur le développement de son offre de solutions environnementales et l'amélioration de l'empreinte de ses opérations. Nous sommes convaincus qu'Air Liquide offre des perspectives environnementales positives et durables.

A travers notre investissement, nous soutenons Air Liquide dans cette transformation.



Gérant :
Olivier Lefevre

Secteur :
Biens d'équipement

Pays :
France

Thématique :
Gouvernance (Equilibre des pouvoirs)

Chez Schneider Electric, M. Jean-Pascal Tricoire réunit les rôles de président et de directeur général. En tant qu'actionnaire, nous préférons une séparation de ces fonctions car cela garantit un meilleur équilibre des pouvoirs.

Nous avons reçu M. Leo Apotheker, vice-président de Schneider Electric, pour échanger sur ces sujets de gouvernance. Pour compenser un éventuel déséquilibre, la société a mis en place des mesures comme : un niveau d'indépendance élevé au sein du conseil d'administration et de ses comités de travail, la nomination d'un administrateur de référence, la tenue de conseils restreints aux membres indépendants.



Gérant :
Isabelle Pajot

En décembre 2018, Elliott Capital Advisor a lancé une campagne activiste pour influencer sur la gouvernance de Pernod Ricard, ainsi que sur sa performance opérationnelle.

Secteur :
Boissons & Spiritueux

Dans ce contexte, nous avons échangé avec Alexandre Ricard, directeur général du groupe. Nos discussions ont été constructive : le groupe nous a présenté un plan d'action visant à améliorer l'indépendance du conseil, avec notamment la nomination d'un administrateur de référence indépendant.

Pays :
France

Nous avons accueilli favorablement ces changements et souhaitons soutenir le management dans cette période de transition.

Thématiques :
Gouvernance (Composition du Conseil d'Administration) / Gouvernance (Activisme Actionnarial)



Gérant :
Isabelle Bennedetti

Début 2017, Essilor et Luxottica ont annoncé une fusion entre égaux. En tant qu'actionnaire d'Essilor nous avons soutenu cette opération qui nous semble avoir une forte cohérence stratégique. Les différents apparus entre les managements italiens et français ont fortement pesé sur la visibilité du nouveau groupe ainsi que sur son cours de bourse.

Secteur :
Optique

Plusieurs actionnaires ont souhaité nommer de nouveaux administrateurs pour améliorer les discussions au sein du conseil d'administration. Nous avons soutenu cette démarche après avoir échangé avec les personnes considérées et les représentants des deux sociétés.

Pays :
France

Thématique :
Gouvernance (Fusion) / Gouvernance (Composition du Conseil d'Administration) / Gouvernance (Activisme Actionnarial)

Cette démarche n'a finalement pas abouti mais le conseil d'administration d'Essilor Luxottica semble avoir pris la mesure des enjeux. Nous restons vigilants quant à l'évolution de la situation.



2. UNE POLITIQUE DE VOTE ACTIVE ET RESPONSABLE

Ostrum AM applique une **politique de vote rigoureuse et exigeante** dans l'exercice de ses droits de vote aux assemblées d'actionnaires, dans le cadre d'un univers de vote complet, où sont abordées les questions sociales et environnementales ainsi que les lignes directrices en matière de gouvernance d'entreprise.

Nous mettons à disposition du public, tous les votes aux assemblées générales auxquelles nous avons participé.

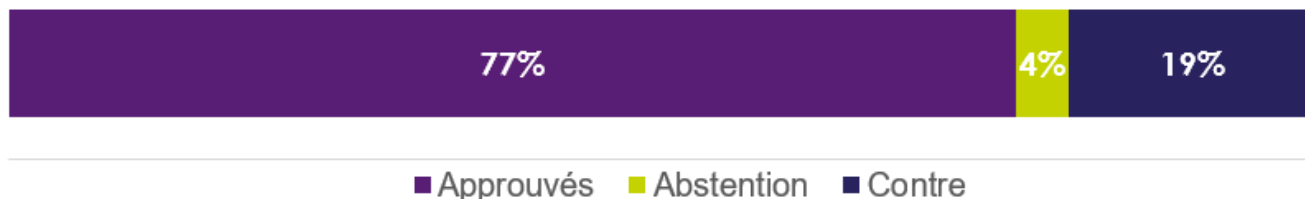
Concernant **2019**, nous pouvons ainsi reporter les chiffres suivants :



Source : Ostrum AM au 31/12/2019

Résultats des votes exprimés – sur 10 692 résolutions :

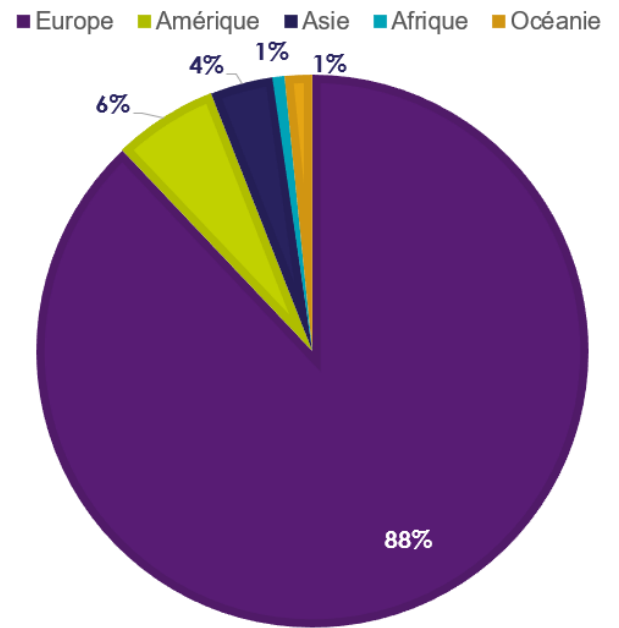
- Ostrum AM a approuvé 8 273 résolutions, soit 77%
- Ostrum AM a désapprouvé 1 993 résolutions, soit 19%
- Ostrum AM s'est abstenue sur 426 résolutions, soit 4%



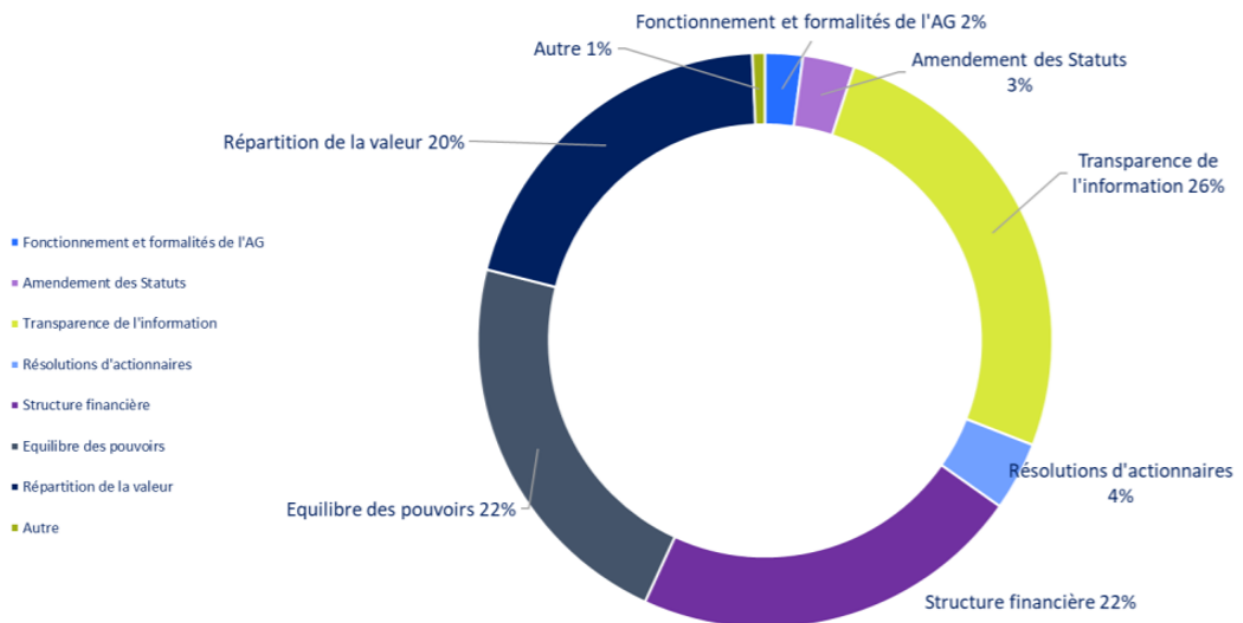
En 2019, le périmètre de vote était composé de 636 valeurs détenues dans 38 OPCVM et FIA. Sur ce périmètre de vote, 737 assemblées générales (AG) se sont tenues. Ostrum AM a exercé ses droits de vote lors de 729 assemblées générales, soit un taux de participation de 98.9%. Ostrum n'a pas exercé ses droits de vote lors de 8 assemblées générales en raison de problèmes techniques ou administratifs (migration des fonds dans les systèmes du prestataire en charge de l'exécution du vote, validité des pouvoirs de procuration, etc.).

Sur les 729 assemblées générales votées et confirmées, Ostrum s'est exprimée sur 10 692 résolutions avec une répartition géographique comme ci-contre.

RÉPARTITION DES VOTES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



La répartition de la contestation sur l'ensemble des résolutions proposées au vote des actionnaires se présentait ainsi :



3. DES INITIATIVES D'ENGAGEMENT COLLABORATIF

L'**engagement collaboratif** consiste à identifier des pratiques controversées au niveau d'un secteur ou d'un groupe d'entreprises et à engager le dialogue pour demander plus de transparence et, le cas échéant, l'évolution des pratiques.

Afin de renforcer la capacité d'influence des investisseurs responsables, l'engagement est mené avec d'autres investisseurs, afin d'inciter les émetteurs à apporter des changements précis et mesurables dans un délai déterminé. L'engagement peut également être mené au niveau des associations sectorielles et/ou des politiques publiques.

3.1 LES ACTIONS SOUTENUES EN 2019

Ainsi, Ostrum Asset Management s'engage depuis plusieurs années dans des actions collectives afin de sensibiliser les émetteurs, les pouvoirs publics et les régulateurs à l'importance des enjeux environnementaux, sociaux, sociétaux et de gouvernance. Au cours de l'année 2019, Ostrum AM a choisi de contribuer aux actions qui visent les **10 principes de l'ONU**, à celles contribuant **aux Accord de Paris** et à la **déclaration de la place financière de juillet 2019** pour une économie moins carbonée.

Ne pouvant participer à toutes les initiatives répondant à ces grands principes, Ostrum AM visent en priorité les actions qui visent les Objectifs de Développement durable **3** (santé et bien-être), **5** (égalité entre les sexes), **13** (le climat), **14** (la vie aquatique) et **15** (vie terrestre).



Ostrum AM a contribué en 2019 aux initiatives suivantes :



E	Investor Expectations on climate change for airlines and aerospace companies	13
	Attentes des investisseurs en matière de changement climatique pour les compagnies aériennes et aérospatiales	
Date de signature : 19/12/2019	Contexte et contenu :	Objectifs et actions :
Zone géographique ciblée : Monde	<p>Les investisseurs à long terme ont reconnu la menace que représente le changement climatique pour leurs investissements et ont considéré que la réalisation de l'objectif de l'Accord de Paris de maintenir la hausse de la moyenne mondiale des opérations à « bien en deçà de 2°C des niveaux préindustriels » était impérative. L'aviation étant un mode de transport qui consomme beaucoup de carbone ; cette déclaration a été signée afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • exercer des pressions conformément à l'Accord de Paris et soutenir une politique climatique ambitieuse; • établir des procédures de gouvernance solides en matière de lobbying climatique; • agir lorsqu'il est établi que les activités de lobbying de l'entreprise ou de l'une de ses associations professionnelles ne sont pas alignées sur des politiques climatiques ambitieuses; • faire preuve de transparence à l'égard des activités de lobbying de l'entreprise au moyen de divulgations appropriées 	<p>Le but de cette déclaration est de signaler publiquement l'appui des investisseurs à propos des mesures clés que les compagnies aériennes et aérospatiales peuvent prendre pour gérer leurs risques et opportunités climatiques. Il vise également à informer à propos des investisseurs, de leurs engagements et dialogues avec ces entreprises en fournissant un ensemble d'attentes unifiées et de haut niveau sur les changements climatiques. En outre, il est destiné à servir de point de départ à un guide plus détaillé des attentes des investisseurs sur le secteur de l'aviation qui sera élaboré ultérieurement.</p> <p>Il n'est à l'origine pas prévu d'envoyer la déclaration directement aux entreprises. Cependant, les investisseurs sont encouragés à l'utiliser pendant leurs engagements avec les compagnies aériennes et les entreprises aérospatiales.</p>
Organisation initiatrice : <ul style="list-style-type: none"> • Climate Action 100+ • PRI 		
Secteur : Aerospatial		
Investisseurs signataires : 121 Investisseurs		



Gender Equality in the workplace

Égalité des sexes sur le lieu de travail



Date de signature :
08/10/2019

Contexte et contenu :

En octobre 2019, Mirova a lancé - et dirige depuis - une coalition d'investisseurs pour soutenir les principes d'autonomisation des femmes et réaliser l'égalité des sexes. Cette déclaration a reçu le soutien d'ONU Femmes et du Pacte mondial des Nations Unies. En signant la coalition, les investisseurs ont réaffirmé leur attention croissante à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans leurs décisions d'investissement; et ont fortement encouragé les dirigeants d'entreprise à prendre des mesures pour promouvoir l'égalité des sexes dans leurs entreprises en signant les Principes d'autonomisation des femmes. Ce fut également l'occasion pour les investisseurs d'appeler les entreprises à accorder une attention particulière au Principe 7 des WEP : favoriser la mise en œuvre d'outils de mesure de la performance en matière d'égalité entre les sexes et améliorer la transparence de leurs actions et de leurs résultats.

Objectifs et actions :

La déclaration a été diffusée à plus de 1 600 entreprises mondiales. Par cette déclaration conjointe, Mirova et les investisseurs signataires ont réaffirmé leur attention croissante à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans leurs décisions d'investissement. Par conséquent, nous avons fortement encouragé les dirigeants d'entreprise à prendre des mesures pour promouvoir l'égalité des sexes dans leurs entreprises en signant le Principe d'autonomisation des femmes, et a appelé les entreprises à favoriser la mise en œuvre d'outils de mesure de la performance en matière d'égalité entre les sexes et à améliorer la transparence de leurs actions et de leurs résultats. En conséquence, Mirova a reçu plus d'une centaine de réponses des entreprises ciblées, y compris directement des PDG, avec un engagement à aborder la question et à accroître la transparence sur la diversité des genres.

Il était initialement prévu de publier une déclaration des investisseurs autour du Forum Génération Égalité qui se tiendra en juillet 2020. Compte tenu du contexte actuel et de l'annulation de l'événement, d'autres initiatives de mobilisation sont reportées.

Zone géographique ciblée :
Monde

Organisation initiatrice :
Mirova

Secteur :
Diversité

Investisseurs signataires :
66 Investisseurs
4000 milliards d'€ d'actifs sous gestion



Tobacco Free Finance Pledge

Engagement financier « Sans Tabac »



Date de signature :
19/09/2019

Contexte et contenu :

Le Tobacco-Free Finance Pledge (TFFP) est une initiative de l'organisation australienne Tobacco Free Portfolios. Il a été développé en collaboration avec la branche Finance du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), ses Principes pour l'assurance durable (PSI), BNP Paribas, AMP Capital, AXA, Natixis et le réseau international Principes pour l'investissement responsable (PRI). Le TFFP reconnaît les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, en particulier ceux sur la santé et les partenariats, et la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour la lutte antitabac.

Son objectif est de réduire le nombre de décès dus à des maladies liées au tabac, soit sept millions de personnes par an

Objectifs et actions :

Le TFFP souhaite mettre en place plusieurs actions :

- Souligner le leadership des institutions financières qui ont mis en œuvre des politiques financières sans tabac et encourager les autres à suivre la même voie.
- Encourager le secteur financier à jouer un rôle actif dans la mise en œuvre des priorités mondiales définies dans les ODD et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.
- Sensibiliser les institutions financières au rôle majeur que la finance doit jouer dans la lutte efficace contre le tabagisme et en faveur d'un monde sans tabac.
- Débanaliser les associations financières et commerciales avec les compagnies de tabac.
- Encourager les institutions financières à réfléchir et à reconsidérer leurs relations commerciales avec l'industrie du tabac à la lumière de l'épidémie mondiale du tabac.
- Soutenir la transition vers des politiques financières sans tabac.
- Prioriser la question du tabac dans le programme de l'entreprise en tant que produit et industrie spécifique.

Zone géographique ciblée :
Monde

Organisation initiatrice :
Tobacco Free Portfolios

Secteur :
Tabac

Investisseurs signataires :
130 Investisseurs
\$6800 milliards d'actifs sous gestion



Investor Statement on Methane Emissions in Oil & Gas

Déclaration des investisseurs sur les émissions de méthane dans le pétrole et le gaz



Date de signature :
29/07/2019

Contexte et contenu :

Les investisseurs soussignés ont écrit, avec de nouvelles et sérieuses préoccupations, concernant la proposition de l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA) de réduire les normes de performance des nouvelles sources (NSPS) régissant les émissions de méthane de pétrole et de gaz. Nous croyons que le maintien de la réglementation fédérale sur le méthane est essentiel à l'avenir du gaz naturel dans la transition vers une énergie propre. Nous aimerions que les entreprises de nos portefeuilles appuient publiquement le maintien de la réglementation fédérale sur le méthane et s'opposent à la proposition de l'EPA de revenir en arrière.

L'élimination de la réglementation directe des émissions de méthane entraînera de la volatilité et de l'incertitude. La réduction de la réglementation fédérale entraînera des émissions excessives de méthane, ce qui menacera le rôle du gaz naturel dans un avenir à faibles émissions de carbone et remettra en question l'acceptabilité sociale des sociétés pétrolières et gazières. Le besoin de normes nationales exhaustives pour atténuer les risques à l'échelle du secteur est clair. Le silence de l'industrie sera interprété comme un appui implicite à l'absence de réglementation.

Objectifs et actions :

Par conséquent, nous demandons aux entreprises concernées de participer de façon proactive au processus de réglementation en cours :

- Soumettre à l'EPA des commentaires exprimant :
 - l'appui à la réglementation directe du méthane et son importance pour l'industrie pétrolière et gazière
 - l'importance de maintenir le consensus scientifique et de maintenir la conclusion de l'EPA selon laquelle le méthane provenant de sources pétrolières et gazières contribue à la pollution par les GES et aux changements climatiques.
- Exhorter vos associations professionnelles à appuyer la réglementation directe du méthane et à affirmer le consensus scientifique sur les émissions de méthane de l'industrie pétrolière et gazière

Afin de protéger la compétitivité future de l'industrie du gaz naturel à l'échelle mondiale, les investisseurs demandent donc aux entreprises d'appuyer publiquement le maintien de la réglementation des émissions de méthane par l'EPA.

Zone géographique ciblée :
Canada et États Unis

Organisation initiatrice :
IIGCC / ICCR

Secteur :
Pétrole et Gaz

Investisseurs signataires :
\$5 500 milliards d'actifs sous gestion



Deforestation and forest fires in the Amazon

Déforestation et feux de forêts en Amazonie



Date de signature :
13/09/2019

Contexte et contenu :

Les récents rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) soulignent les liens étroits entre l'utilisation non durable des terres et le changement climatique. Avec une augmentation des émissions de CO2 et une diminution de la biodiversité plus rapide que jamais dans l'histoire humaine, ces rapports soulignent l'urgence de promouvoir une gestion durable des terres pour stopper la perte de biodiversité, améliorer la sécurité alimentaire et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris

L'Amazonie, la plus grande forêt pluviale du monde, est un dépôt mondial de la diversité biologique et fournit des services écosystémiques inestimables qui soutiennent les activités économiques à travers le monde. En tant que plus grande étendue de forêt pluviale continue de la planète, l'Amazonie joue un rôle essentiel dans le système climatique de la Terre.

La déforestation dans la région pourrait potentiellement conduire l'ensemble de l'écosystème vers un point de non-retour. Cela perturberait gravement le secteur agricole et d'autres activités économiques, en réduisant les précipitations et en augmentant les températures à long terme.

Objectifs et actions :

En tant qu'investisseurs, nous considérons la déforestation et les impacts associés sur la biodiversité et le changement climatique comme des risques systémiques pour nos portefeuilles et considérons la réduction de la déforestation comme une solution clé pour gérer ces risques et contribuer à des marchés financiers efficaces et durables à plus long terme.

Compte tenu des risques croissants dus à la déforestation accrue au Brésil, en Bolivie et dans d'autres pays d'Amazonie, nous demandons donc instamment aux entreprises de redoubler d'efforts et de faire preuve d'un engagement clair pour éliminer la déforestation au sein de leurs opérations et de leurs chaînes d'approvisionnement, notamment par :

1. Divulguer publiquement et mettre en œuvre une politique sans déforestation spécifique aux produits, assortie d'engagements quantifiables et limités dans le temps, couvrant l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et les zones géographiques d'approvisionnement.
2. Évaluer les opérations et les chaînes d'approvisionnement pour le risque de déforestation et réduire ce risque au niveau le plus bas possible, en divulguant cette information au public.
3. Mettre en place un système transparent de suivi et de vérification du respect par les fournisseurs de la politique d'absence de déforestation de l'entreprise.
4. Rendre compte chaque année de l'exposition au risque de déforestation et de sa gestion, y compris les progrès réalisés vers la politique de l'entreprise en matière de déforestation.

Zone géographique ciblée :
Amérique du sud

Organisation initiatrice :
Ceres

Secteur :
Forestier

Investisseurs signataires :
230 Investisseurs
\$12 200 milliards d'actifs sous gestion



WDI - Workforce Disclosure Initiative - phase II

L'Initiative de divulgation des renseignements sur les travailleurs



Date de signature :
2019

Contexte et contenu :

L'Initiative de divulgation des renseignements sur les travailleurs est un projet qui vise à rendre accessibles des renseignements comparables sur la façon dont les entreprises traitent leur main-d'œuvre (directement et dans toute leur chaîne d'approvisionnement). L'objectif principal est que ces sociétés fournissent ces informations chaque année pour permettre aux investisseurs d'utiliser ces informations dans le processus d'investissement. Les thèmes abordés sont les suivants : composition de l'effectif, perfectionnement de l'effectif, mobilisation de l'effectif et stabilité de l'effectif.

L'Initiative de divulgation de la main-d'œuvre préconise une plus grande transparence des politiques et des pratiques de la main-d'œuvre dans les opérations directes et les chaînes d'approvisionnement des entreprises. En utilisant l'influence des investisseurs, le WDI encourage les sociétés cotées en bourse à remplir une enquête annuelle exhaustive qui couvre la liberté d'association, les droits de l'homme due diligence, la diversité, les ratios de rémunération et plus encore. Cela donne aux investisseurs des indicateurs communs et des ensembles de données standardisés pour évaluer comment les entreprises traitent leurs travailleurs.

Objectifs et actions :

Depuis la signature, le WDI a augmenté le nombre d'entreprises ciblées et quelques investisseurs français ont envoyé des emails aux entreprises qui ont refusé de participer. Nous n'y avons pas participé parce que nous estimons qu'à l'heure actuelle, la WDI produit des tableaux de bord qui ne sont pas utiles pour nous, mais nous continuons d'appuyer l'initiative.

Zone géographique ciblée :
Monde entier

Organisation initiatrice :
Share Action

Secteur :
Tous les secteurs

Investisseurs signataires :
133 Investisseurs

3.2 LES AUTRES INITIATIVES QUI PERDURENT EN 2019

Utilisation excessive d'antibiotiques dans le bétail - (Antibiotics Overuse In livestock)

Lead Organisation
FAIRR NETWORK

Ostrum AM soutient l'initiative depuis :
2016

Secteur :
Restauration

Cet engagement est axé sur 20 entreprises mondiales du secteur de la restauration rapide et de la restauration. Nous demandons aux entreprises de :

- établir une politique complète sur les antibiotiques pour éliminer progressivement l'utilisation systématique et prophylactique des antibiotiques dans toutes les chaînes d'approvisionnement du bétail, de la volaille, des produits de la mer, des produits laitiers et des œufs;
- préciser des cibles et des échéanciers clairs pour la mise en œuvre;
- accroître la transparence en rendant compte de la mise en œuvre, y compris des mécanismes pour mesurer et vérifier l'utilisation des antibiotiques dans les chaînes d'approvisionnement.

Forage arctique dans un refuge faunique – (Arctic Drilling in Wildlife Sanctuary)

Lead Organisation

Waxman Strategies and Sierra Club

Ostrum AM soutient l'initiative depuis :
2017

Secteur :
Energie

L'initiative découle de la proposition de l'administration américaine d'ouvrir l'Arctic National Wildlife Refuge dans le nord-est de l'Alaska – une zone autrefois vierge et protégée – à l'exploration de combustibles fossiles. Préoccupés par la menace potentiellement grave pour la biodiversité locale que les activités d'extraction pourraient représenter, les investisseurs se sont donc réunis pour envoyer une déclaration au pétrole et au gaz qui pourraient être impliqués dans les activités.

Pratiques fiscales des sociétés – (Corporate Tax practices)

Lead Organisation

IGCC - Ceres

Ostrum AM soutient l'initiative depuis :
2018

Secteur :
Tous les secteurs

La planification fiscale agressive des entreprises peut représenter une perte importante pour les pays et leur population et peut entraîner des conséquences financières et des répercussions négatives sur la réputation des entreprises. Une plus grande transparence des entreprises dans des domaines tels que la politique fiscale, la gouvernance et l'information financière aiderait les investisseurs à mieux cerner ces risques. L'élan de plus en plus marqué vers des réformes fiscales dans l'ensemble des administrations offre une excellente occasion de lancer un engagement collaboratif sur l'impôt responsable des sociétés.

Cet engagement donne aux investisseurs l'occasion de collaborer avec des entreprises à risque élevé afin d'améliorer la divulgation de l'impôt sur le revenu des sociétés et d'encourager l'élaboration de stratégies fiscales responsables et la mise en œuvre pertinente.

Climate 100 (+50)

Lead Organisation

IGCC - Ceres

Ostrum AM soutient l'initiative depuis :
2018

Secteur :
Tous les secteurs

Le programme Action Climat 100+ a été lancé lors du One Planet Summit et est soutenu par 225. Il s'appuie sur l'engagement collaboratif des investisseurs lancé depuis 2012 par les quatre organisations qui forment ensemble la Coalition mondiale des investisseurs sur les changements climatiques.

L'initiative vise à obtenir des engagements des conseils et de la haute direction pour :

- 1) mettre en œuvre un cadre de gouvernance solide qui énonce clairement la responsabilité et la surveillance du conseil d'administration à l'égard des risques et des possibilités liés aux changements climatiques;
- 2) réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'ensemble de leur chaîne de valeur, conformément à l'objectif de l'Accord de Paris de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à un niveau bien inférieur à 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels;
- 3) et de fournir une meilleure information aux entreprises, conformément aux recommandations finales du Groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TCFD), afin de permettre aux investisseurs d'évaluer la solidité des plans d'affaires des entreprises par rapport à un éventail de scénarios climatiques.

Initiative de décarbonisation des investisseurs – (Investor Decarbonisation Initiative)

Lead Organisation

Share Action

Ostrum AM soutient l'initiative depuis :
2017

Secteur :
Tous les secteurs

Dans le prolongement de l'engagement général dans le cadre de l'initiative RE100 en 2017, l'initiative de décarbonisation des investisseurs découle de la compréhension qu'avec la ratification de l'Accord de Paris, les recommandations du Groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TCFD) et la surveillance accrue des investisseurs institutionnels, les entreprises font face à des pressions croissantes pour faire face aux risques liés au climat. Les changements technologiques et réglementaires offrent également de nouvelles possibilités d'affaires liées au climat. L'initiative vise ainsi à obtenir des engagements des entreprises pour :

- fixer des objectifs scientifiques conformes aux objectifs de l'Accord de Paris;
- fixer des objectifs énergétiques complémentaires à l'appui de l'élaboration et de la réalisation d'objectifs scientifiques;
- établir un programme de mobilisation clair et unifié pour favoriser des engagements significatifs de la part des entreprises en matière de décarbonisation;
- concevoir un mécanisme permettant aux investisseurs de contribuer aux Objectifs de développement durable 7 (énergie abordable et propre) et 13 (action climatique).

Initiative des investisseurs sur la forêt durable (bovins et soja) – (Investor Initiative on Sustainable Forest (Cattle and Soy))

Lead Organisation

Ceres & PRI

Ostrum AM soutient l'initiative depuis :
2018

Secteur :
Biens de consommations

Connue auparavant sous le nom de « Déforestation des bovins et du soja », l'initiative a démarré à partir d'une déclaration des investisseurs en 2017 soulignant les principaux risques liés à la déforestation induite par les bovins dans la chaîne d'approvisionnement. La déforestation provoquée par les matières premières douces est une source importante d'émissions dans ce secteur, et la production de soja est le deuxième moteur de la déforestation tropicale. À l'échelle mondiale, plus d'un million de kilomètres carrés sont maintenant consacrés à la culture du soja. Tout en reconnaissant le rôle crucial de l'agriculture et de la production de soja pour le développement économique et les moyens de subsistance des agriculteurs, nous craignons également que les problèmes environnementaux et sociaux associés à la production non durable de soja n'aient un impact important sur les entreprises qui s'approvisionnent en soja.

Nous nous attendons à ce que les entreprises démontrent leur engagement à éliminer la déforestation dans toute leur chaîne d'approvisionnement de soja et de bovins.

+ Support au Manifeste du Cerrado et le Groupe de travail sur le Cerrado

Risque lié à l'eau dans les chaînes d'approvisionnement agricoles - (Water Risk in the Agricultural Supply Chains)

Lead Organisation

PRI

Ostrum AM soutient l'initiative depuis :
2018

Secteur :
Alimentation et boissons, Commerce de détail, Produits agricoles, Habillement et produits de luxe

En 2014, la première phase de l'engagement axé sur les risques liés à l'eau dans la chaîne d'approvisionnement agricole a été lancée. Les objectifs de cette phase étaient d'améliorer la divulgation des risques liés à l'eau affectant les chaînes d'approvisionnement agricoles et d'améliorer les pratiques de gestion des risques de ces zones.


La première phase de la consultation a pris fin en 2017, ce qui a donné lieu à un jalon de fermeture publique. À la suite de l'engagement, 84 % des entreprises ont accepté d'améliorer leur divulgation sur la gestion des risques liés à l'eau dans les chaînes d'approvisionnement agricoles. Néanmoins, les entreprises peuvent encore s'améliorer.

La phase 2 a été lancée en 2018 et s'est poursuivie en 2019, en s'appuyant sur les résultats de la phase 1 et en se concentrant sur les entreprises en retard. En effet, l'objectif est de porter leur performance au niveau de leurs pairs de premier plan. Les entreprises de produits alimentaires, de boissons, de vêtements, de détail et de produits agricoles seront encouragées à identifier, à mettre en œuvre des mesures d'atténuation appropriées et à divulguer les risques liés à l'eau dans les chaînes d'approvisionnement agricoles.

4. MISSIONS D'ELABORATION ET DE PROMOTION DES NORMES ESG


Ostrum AM a également la volonté de perfectionner et d'appliquer sa politique d'investissement responsable en contribuant à la mise au point de normes ESG et en assurant leur promotion. La société joue un rôle actif dans les initiatives du secteur qui visent l'amélioration et la normalisation des pratiques d'investissement responsable.

En **2019**, Ostrum était signataire de :

 **PRI** | Principles for Responsible Investment

Ostrum AM est, depuis 2008, signataire des six principes des Nations unies pour l'investissement responsable visant à promouvoir des pratiques d'investissement responsable à l'échelle internationale. Les organisations signataires doivent remplir un questionnaire annuel sur ses pratiques d'investisseur responsable et publier un rapport de suivi.


<https://www.unpri.org/>

 **CDP**

CDP est une organisation internationale à but non lucratif, anciennement appelée « Carbon Disclosure Project » jusqu'à fin 2012. Elle détient une base de données mondiale des plus importantes sur la performance environnementale des villes et des entreprises. Le CDP encourage les investisseurs, les entreprises et les villes à prendre des mesures afin de construire une économie réellement durable, en mesurant et comprenant leur impact sur l'environnement.

Ostrum est signataire direct depuis 2018 et répond à l'enquête CDP depuis 2010 via sa société mère, Natixis.

<https://www.cdp.net/fr>

 **IIGCC**
The Institutional Investors Group on Climate Change

L'IIGCC compte plus de 230 membres, principalement des fonds de pension et des gestionnaires d'actifs, répartis dans 15 pays, avec plus de 30 billions d'euros d'actifs sous gestion.

Ostrum est membre actif de l'Institutional Investors Group on Climate Change, qui est l'organe européen pour la collaboration des investisseurs en matière de changement climatique et la voix des investisseurs qui prennent des mesures pour un avenir prospère et sobre en carbone.

Ostrum a adhéré afin de contribuer à différents programmes : Programme politique, Corporate Programme, Programme Investors Practices, Programme immobilier, Initiatives et collaboration : L'IIGCC joue un rôle clé dans l'exécution des initiatives des investisseurs mondiaux et collabore étroitement avec d'autres réseaux d'investisseurs.

<https://www.iigcc.org/>



Le Forum pour l'Investissement Responsable a été créé en 2001 à l'initiative de gestionnaires de fonds, de spécialistes de l'analyse sociale et environnementale, de consultants, de syndicalistes, d'universitaires et de citoyens. Depuis, ils ont été rejoints par des investisseurs.

Ostrum AM participe au FIR en direct depuis 2019.

<https://www.frenchsif.org/isr-esg/>



United Nations
Global Compact

UN Global Compact est une initiative volontaire fondée sur les engagements du DGE de mettre en œuvre des principes universels de durabilité et de prendre des mesures pour appuyer les objectifs des Nations Unies.

Ostrum en 2019 est signataire de cette initiative via Natixis.

<https://www.unglobalcompact.org/>



L'EFAMA est le porte-parole de l'industrie européenne de la gestion d'investissement, représentant 28 associations membres, 59 sociétés membres et 22 membres associés.

Ostrum est membre du comité permanent de la gérance, de l'intégrité du marché et de l'investissement ESG. Ostrum AM participe à des groupes de travail sur les thèmes de l'investissement responsable et de la gouvernance d'entreprise.

<https://www.efama.org/about/SitePages/Home.aspx>



L'Association française de la Gestion financière (AFG) représente et défend les intérêts des professionnels de la gestion de portefeuille pour compte de tiers. L'AFG soutient également les thèmes ESG à travers les travaux d'un comité spécial, dont Ostrum est membre. Philippe Setbon (CEO de Ostrum) est également vice-président de l'Association française de la gestion d'actifs (AFG).

<http://www.afg.asso.fr/>



L'ICMA est une association à but non lucratif dont le siège social est en Suisse et qui répond aux besoins de ses nombreuses entreprises membres sur les marchés mondiaux des capitaux. En mars 2020, l'ICMA comptait environ 600 membres dans 62 pays.

<https://www.icmagroup.org/>

En 2019 Ostrum AM a notamment décidé de s'engager de manière plus approfondie en participant activement à deux initiatives que sont :

- le « Taxonomy Practitioners Group », lancé en décembre 2019
- la collaboration à la rédaction d'un livre blanc, le « Guide des bonnes pratiques Charbon » initié par l'AFG en 2019 et paru en février 2020.

MENTIONS LÉGALES

Ostrum Asset Management

Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le n° GP-18000014 du 7 août 2018 – Société anonyme au capital de 27 772 359 euros – 525 192 753 RCS Paris – TVA : FR 93 525 192 753 – Siège social : 43, avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris – www.ostrum.com

Ce document ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Ostrum Asset Management.

Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par Ostrum Asset Management à partir de sources qu'elle estime fiables.

Ostrum Asset Management se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis et notamment en ce qui concerne la description des processus de gestion qui ne constitue en aucun cas un engagement de la part de Ostrum Asset Management.

Ostrum Asset Management ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d'un OPCVM/FIA ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier. Les perspectives mentionnées sont susceptibles d'évolution et ne constituent pas un engagement ou une garantie.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et conformément aux conventions signées par la France, Ostrum Asset Management exclut des fonds qu'elle gère directement toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions.



www.ostrum.com

Ostrum Asset Management

Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le n° GP-18000014 du 7 août 2018 –

Société anonyme au capital de 27 772 359 euros – 525 192 753 RCS Paris – TVA : FR 93 525 192 753 –

Siège social : 43, avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris – www.ostrum.com

Ostrum[®]
ASSET MANAGEMENT

Un affilié de  **NATIXIS**
INVESTMENT MANAGERS